

J'ai une question à poser au ministre des Finances qui a dit—pardon, au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui a déclaré à la Chambre mardi que la décision du gouvernement de réduire la taxe d'accise ferait épargner 2.6 milliards de dollars aux consommateurs canadiens. Il a par ailleurs déclaré à la Chambre le 16 avril que le gouvernement comptait tirer des majorations du prix du pétrole autant de recettes qu'il en aurait découlé du budget du 11 décembre. Je demande au ministre quelle taxe, quel droit ou quelle ruse vont produire ces 2.6 milliards de dollars sans avoir le moindre effet sur les consommateurs.

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je regrette, madame le Président, mais au début de la question le député a dit qu'elle s'adressait au ministre des Finances.

Des voix: Oh, oh!

M. Andre: Je vais répéter la question, madame le Président. Je me suis repris ensuite et j'ai dit qu'elle s'adressait au ministre de l'Énergie. Voici ma question. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré mardi à la Chambre que la décision du gouvernement de ne pas imposer la taxe d'accise avait fait épargner 2.6 milliards de dollars aux consommateurs canadiens. Mais le 16 avril, il a déclaré à la Chambre qu'il entendait tirer de l'augmentation du prix du pétrole des revenus équivalant à ceux qui auraient été perçus en vertu du budget du 11 décembre.

● (1425)

Puis-je savoir par quel prodige ou par le biais de quelle taxe il prévoit mettre 2.6 milliards de dollars dans les coffres du trésor fédéral sans que le consommateur ne fasse les frais de l'opération?

M. Lalonde: J'invite le député à être patient. Quand il verra les propositions que le gouvernement va mettre de l'avant, il s'apercevra qu'elles sont, et de loin, plus favorables au consommateur que celles figurant dans le budget présenté par l'ex-ministre des Finances.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE—LA CONSERVATION DES EMPLOIS DES TRAVAILLEURS CANADIENS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je suis certain que tous les députés à la Chambre, y compris le ministre, savent que le président de la Chrysler, M. Lee Iacocca, a déclaré publiquement que l'entente qu'il négocie avec le gouvernement canadien ne garantit nullement l'embauche du personnel, qu'il n'y aura pas d'usine de moteurs à Windsor, qu'aucune petite voiture ne sera fabriquée au Canada et que sa société vient de négocier la vente de sa filiale australienne à une société japonaise.

Questions orales

Le ministre peut-il dire à la Chambre quelles sont exactement nos exigences, dans ces négociations, en vue de conserver au Canada une partie de l'industrie automobile et les emplois qu'elle crée, et que le ministre promet depuis longtemps de conserver au Canada?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, je me suis efforcé d'obtenir pour le Canada un traitement équitable dans cette affaire.

Des voix: Bravo!

M. Gray: A cet égard, nous nous préoccupons énormément des emplois canadiens et ne cesserons jamais de le faire. En dépit de ce qu'a dit hier à Détroit le président de la société Chrysler, il n'empêche que des cadres supérieurs de la société mère et de la société canadienne ont négocié avec mes collaborateurs tout l'après-midi et toute la soirée d'hier jusqu'à une heure tardive de la nuit. Ils sont réunis en ce moment-même, et je suis déterminé, tout comme le gouvernement, à en arriver à un accord qui soit équitable pour le Canada et pour les travailleurs canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Comme il est clair que tous les articles qui auraient dû, selon le ministre, être prévus dans l'entente, ont été écartés par le président de la société Chrysler, et comme nous n'obtiendrons pas de garantie, pas d'usine de moteurs, pas de production de petites voitures, que demandons-nous au juste en retour de la garantie de 200 millions de dollars que le ministre est disposé à offrir?

M. Gray: Le député et le Nouveau parti démocratique semblent prêts à céder à la société Chrysler. Nous ne le sommes pas.

Des voix: Oh!

M. Gray: Les Canadiens pourront en juger d'après l'ensemble des avantages que nous réussirons à obtenir en échange de l'aide que fournira le gouvernement.

LES PROPOSITIONS POUR MAINTENIR UNE INDUSTRIE AUTOMOBILE VIABLE AU CANADA

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Puis-je adresser ma dernière question supplémentaire au premier ministre? Il se rappellera, comme la plupart d'entre nous, avoir dit à Windsor, pendant la campagne électorale, qu'il était prêt à renégocier l'accord sur l'automobile avec les États-Unis. Il a souligné le fait que l'arrangement commercial issu de l'accord sur l'automobile nous a valu un déficit de trois milliards de dollars.

● (1430)

Le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il a personnellement rencontré l'un quelconque des trois magnats de l'automobile ou s'il les a rencontrés tous les trois, et si, dans la négative, il est disposé à les rencontrer ou s'il leur a demandé ou obtenu d'eux un engagement écrit relatif à la production des pièces, à la recherche et au développement et à la construction de véhicules qui pourraient même se vendre sur le continent nord-américain?